PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi
du travail et des solidarités

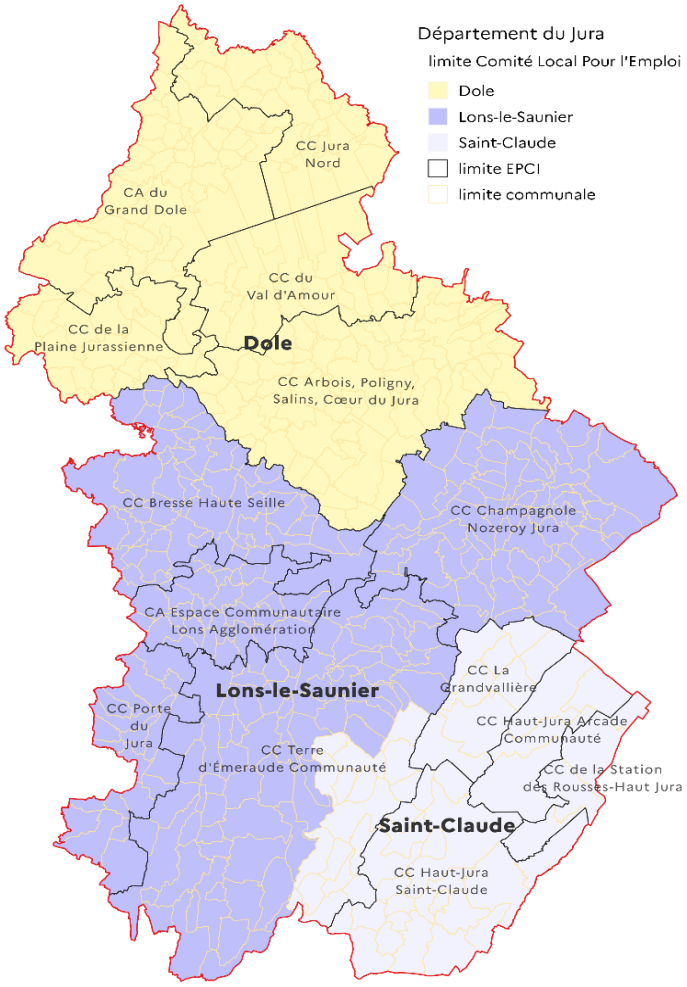
Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) du Jura

3ème trimestre 2026

La loi pour le plein emploi a instauré **une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi**, aux niveaux **national**, **régional**, **départemental** et **local**. Cette gouvernance rénovée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Dans le Jura, la composition des CLPE est la suivante :



Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury
Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté
5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex
www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr
Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

données brutes	Dole T3 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	**3 600**	**100 %**	**+3,4**
<25 ans	660	18 %	+3,1
25-49 ans	1 950	54 %	**+4,3**
50 ans et +	990	28 %	+2,1
Hommes	1 870	52 %	**+6,9**
Femmes	1 730	48 %	+0,0
Catégories ABC	**7 140**	**100 %**	**+1,6**
<25 ans	1 150	16 %	**+6,5**
25-49 ans	4 050	57 %	**+1,8**
50 ans et +	1 940	27 %	-1,5
Hommes	3 440	48 %	**+3,3**
Femmes	3 700	52 %	+0,0
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	3 210	45 %	**+3,5**
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	**350**		**+2,9**
Catégorie E	**350**		**+9,4**
Catégorie F	**1 080**		/
Catégorie G	**370**		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Au 3e trimestre 2026

3 600 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 3,4 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 1,6 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 16 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 6,5 % par rapport à l'année dernière.

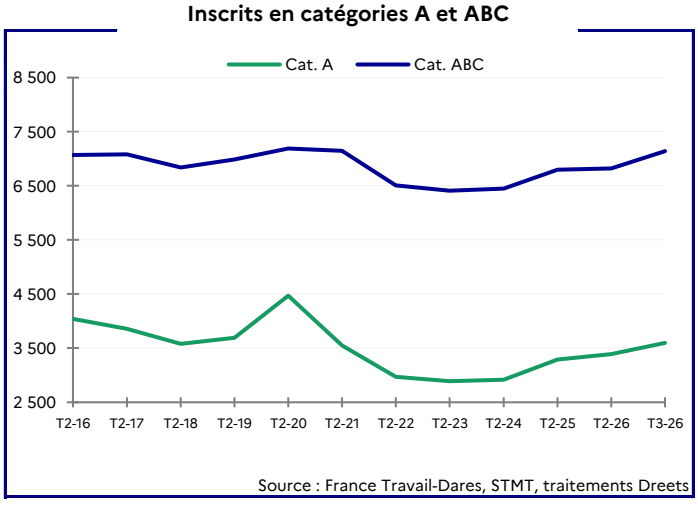
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 57 % du total. Leur nombre croît de 1,8 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 27 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 1,5 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Les DELD forment 45 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 3,5 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

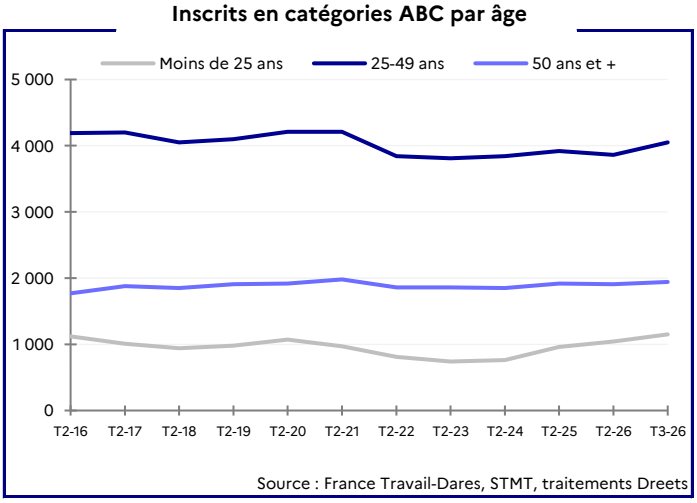
Au sein des deux catégories nouvellement créées, 1 080 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 370 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Inscrits en catégories ABC par âge



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Pour en savoir plus : Les inscrits à France Travail | DARES

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)
Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo, Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de l'établissement employeur

	Dole T2 2026	Dole Cumul 2026	Dole Evol. (en %) cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	9	16	-33,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	58	127	+9,5
CEJ*	33	81	-24,3
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2026)	42	89	+31,6

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.

Quelques définitions

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.
PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie
CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

Dole		T2 2026	T2 2025	T2 2024
Equivalent emplois à temps plein		**1 200**	1 290	1 370
dont	Agriculture	**0**	0	0
	Industrie	**570**	660	640
	Construction	**170**	150	160
	Commerce	**120**	110	160
	Services	**340**	370	410

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	170
Ind. agro-alimentaires	160
Transports et entreposage	140
Commerce, réparation automobile	120
Act. de serv. adm. et de soutien	120

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :
Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 200 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 570 emplois (ETP), représentant environ 48 % du total. Ce nombre diminue de 14 % en un an. Le secteur des services suit avec 340 emplois (ETP), soit environ 28 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 8 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 170 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 160 ETP).

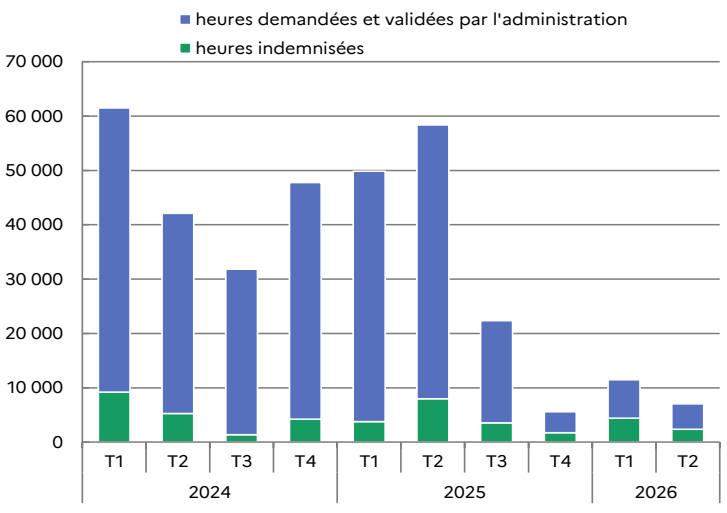
Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 22/10/2026

Dole	T2 2026	T2 2025
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	**s**	3
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	**10**	40
Heures indemnisées	**2 387**	7 980
Taux de consommation	**33,9**	13,7

s : secret statistique
Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2026, en moyenne par mois :
10 salariés ont été placés au chômage partiel.
Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 2 387 heures. Les établissements ont consommé 33,9 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T2 2026	T2 2025
Dole			
Embauches		**6 398**	**6 454**
Contrats signés			
dont	CDD	5 469	5 398
	CDI	929	1 056
	Evol. CDD	+1,3 %	+3,9 %
	Evol. CDI	-12,0 %	-2,8 %
Départs		**6 452**	**6 157**
Fins de CDD		4 901	4 785
	dont CDD <1 mois	90 %	89 %
Ruptures de contrat		1 551	1 372
	démissions	602	549
	lic. économiques	145	18
	fins période d'essai	265	275
	retraite	102	96
	rupture conventionnelle	124	113
	lic. non économiques	247	288
	autres	66	33

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2026

• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?

6 398 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 56 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?

Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 15 % des recrutements contre 16 % à la même période en 2025.

• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?

4 901 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 90 % duraient moins d'un mois (89 % il y a un an à la même période).

• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?

1 551 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 179 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.

Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 39 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 7 % des ruptures, les licenciements économiques 8 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
1 901	**1 676**
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
30 %	26 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
12 %	85 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 526	**1 687**
Part des seniors dans les embauches	Part des seniors dans les départs
24 %	26 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
5 %	93 %

• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?

Ils représentent 30 % des embauches et 26 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 12 % ont signé un CDI.

• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?

Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 85 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

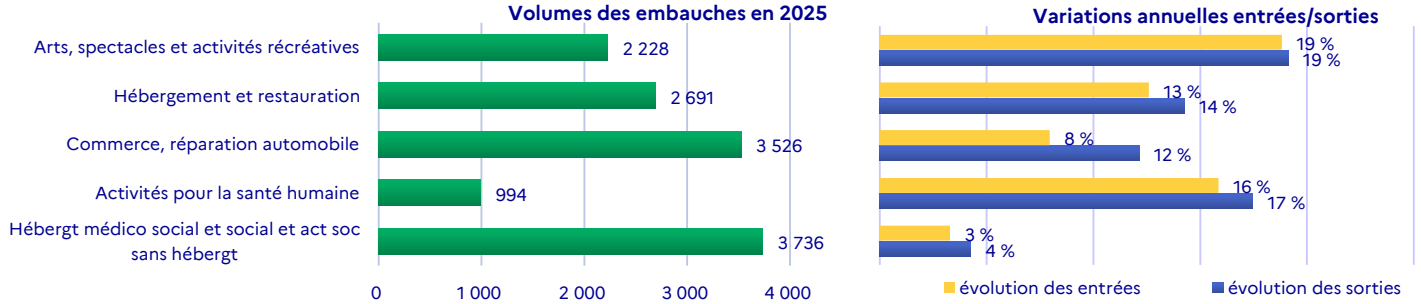
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "arts, spectacles et activités récréatives" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 18,8 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 19,1 %.

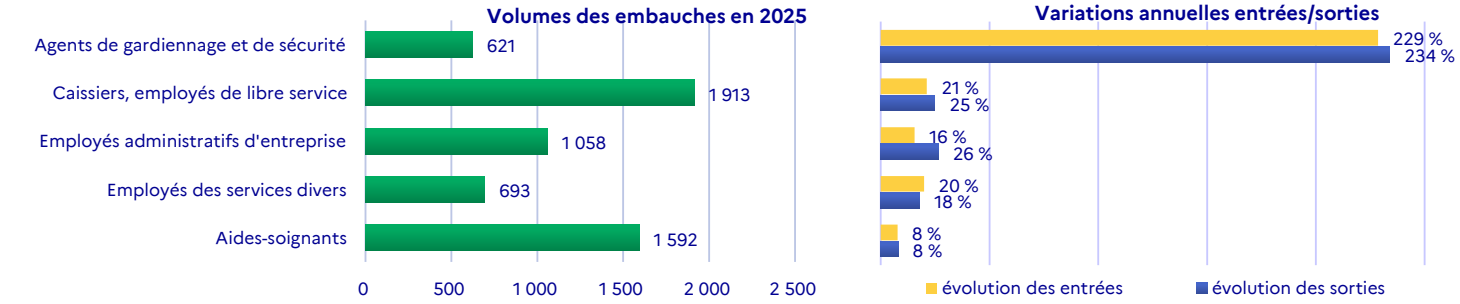


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "agents de gardiennage et de sécurité" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 228,6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 234 %.



PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

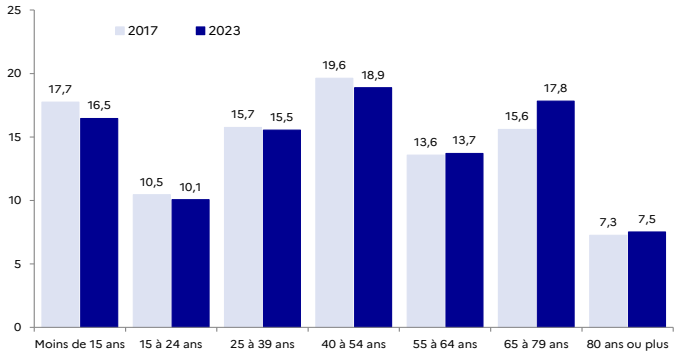
Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017 En valeur	Evol. 2023/2017 En %
Dole	**106 339**	**105 872**	**-467**	**-0,4**
Jura	260 188	257 973	-2 215	-0,9
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

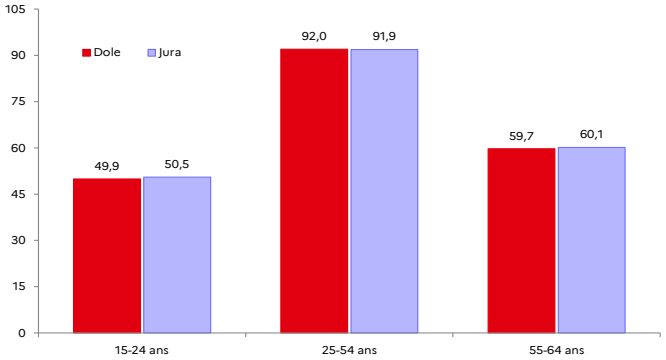
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.
Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans 2017	Actifs de 15 à 64 ans 2023	Actifs de 15 à 64 ans Evol. 2023/2017	Femmes actives de 15 à 64 ans 2017	Femmes actives de 15 à 64 ans 2023	Femmes actives de 15 à 64 ans Evol. 2023/2017	Actifs de 15 à 64 ans en emploi 2017	Actifs de 15 à 64 ans en emploi 2023	Actifs de 15 à 64 ans en emploi Evol. 2023/2017
Dole	**46 907**	**47 516**	**+1,3**	**22 744**	**23 139**	**+1,7**	**41 933**	**43 608**	**+4,0**
Jura	117 413	117 607	**+0,2**	56 694	56 598	**-0,2**	104 942	107 865	**+2,8**
Région BFC	1 262 416	1 267 559	**+0,4**	609 233	610 960	**+0,3**	1 104 152	1 137 841	**+3,1**

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal. Nbre établs	Moins de 10 sal. Nbre sal.	10 à 49 sal. Nbre établs	10 à 49 sal. Nbre sal.	50 à 249 sal. Nbre établs	50 à 249 sal. Nbre sal.	250 sal. et plus Nbre établs	250 sal. et plus Nbre sal.	Total Nbre établs	Total Nbre sal.
Dole	**2 173**	**6 447**	**423**	**8 311**	**75**	**6 522**	**6**	**2 907**	**2 677**	**24 186**
Jura	5 637	16 770	1 089	21 831	183	16 484	12	5 096	6 921	60 181
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

Dole	Effectifs salariés 2025	Effectifs salariés 2024	Evol. (en %)	Poids du secteur 2025 (en %)	Poids du secteur 2024 (en %)
Commerce, réparation automobile	4 737	4 860	-2,5	19,6	19,9
Construction	2 478	2 477	+0,0	10,2	10,1
Transports et entreposage	1 954	1 973	-1,0	8,1	8,1
Hébergt médico social et social et act soc sans hébergt	1 843	1 863	-1,1	7,6	7,6
Ind. agro-alimentaires	1 601	1 609	-0,5	6,6	6,6
Industrie chimique	1 519	1 564	-2,9	6,3	6,4
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 222	1 215	+0,6	5,1	5,0
Hébergement et restauration	1 199	1 196	+0,3	5,0	4,9
Activités juridiques, comptables	820	845	-3,0	3,4	3,5
Act. de serv. adm. et de soutien	788	813	-3,0	3,3	3,3
Intérim	744	825	-9,8	3,1	3,4
Activités pour la santé humaine	722	716	+0,8	3,0	2,9
Toutes activités	**24 186**	**24 451**	**-1,1**	**100,0**	**100,0**

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

données brutes	Lons-le-Saunier T3 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	**3 010**	**100 %**	**-0,7**
<25 ans	560	19 %	**+5,7**
25-49 ans	1 610	53 %	-1,2
50 ans et +	840	28 %	-4,5
Hommes	1 560	52 %	**+0,6**
Femmes	1 450	48 %	-2,0
Catégories ABC	**6 230**	**100 %**	**-1,1**
<25 ans	960	15 %	**+3,2**
25-49 ans	3 490	56 %	-1,1
50 ans et +	1 770	28 %	-3,8
Hommes	3 010	48 %	**+0,3**
Femmes	3 220	52 %	-2,4
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	2 640	42 %	**+3,5**
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	**290**		**-3,3**
Catégorie E	**410**		**-18,0**
Catégorie F	**890**		/
Catégorie G	**310**		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Au 3e trimestre 2026

3 010 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 0,7 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 1,1 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 3,2 % par rapport à l'année dernière.

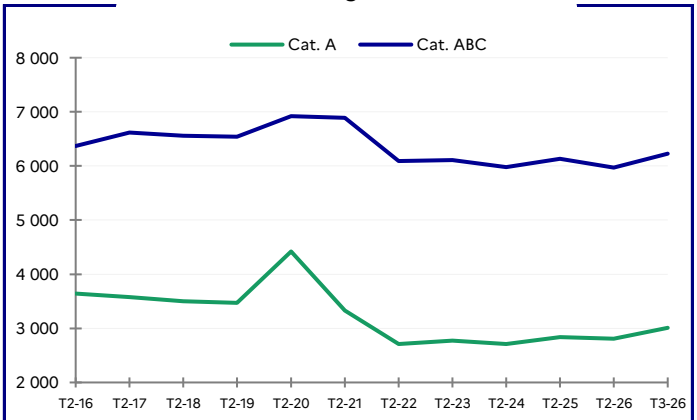
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 56 % du total. Leur nombre baisse de 1,1 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 28 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 3,8 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Les DELD forment 42 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 3,5 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

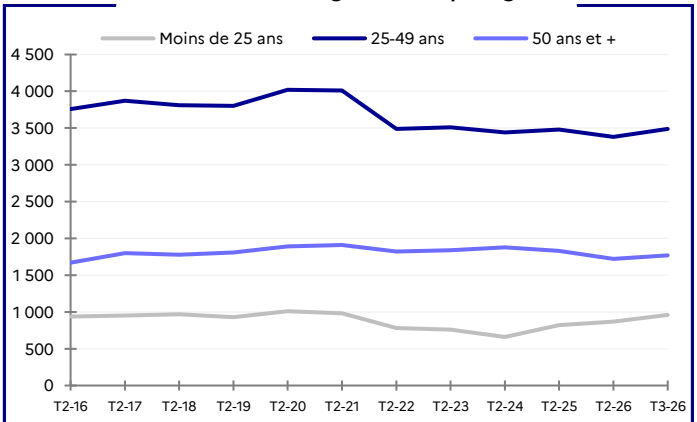
Au sein des deux catégories nouvellement créées, 890 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 310 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Inscrits en catégories ABC par âge



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Pour en savoir plus : Les inscrits à France Travail | DARES

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)
Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo, Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de l'établissement employeur

Lons-le-Saunier	T2 2026	Cumul 2026	Evol. (en %) cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	9	-35,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	69	152	+12,6
CEJ*	28	106	+152,4
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2026)	s	85	+10,9

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont compta s : secret statistique

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.
PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie
CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

Lons-le-Saunier		T2 2026	T2 2025	T2 2024
Equivalent emplois à temps plein		**1 130**	1 170	1 320
dont	Agriculture	**0**	0	0
	Industrie	**600**	660	680
	Construction	**260**	260	340
	Commerce	**50**	60	90
	Services	**220**	190	210

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	260
Ind. agro-alimentaires	220
Métallurgie et fab. de produits métalliques	90
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	80
Transports et entreposage	70

Guide de lecture :

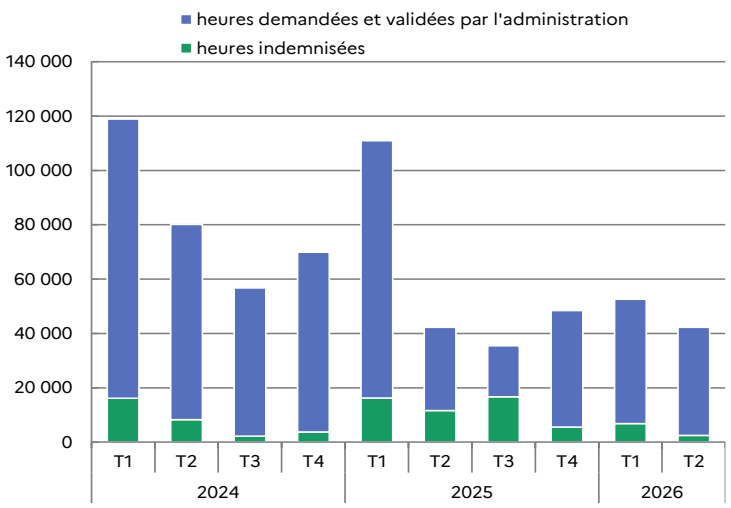
Au 2e trimestre, en moyenne :
Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 130 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 600 emplois (ETP), représentant environ 53 % du total. Ce nombre diminue de 9 % en un an. Le secteur de la construction suit avec 260 emplois (ETP), soit environ 23 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur est stable sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 260 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 220 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 22/10/2026

Lons-le-Saunier	T2 2026	T2 2025
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	**3**	5
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	**33**	126
Heures indemnisées	**2 453**	11 652
Taux de consommation	**5,8**	27,6

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2026, en moyenne par mois :
3 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 33 salariés ont été placés au chômage partiel.
Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 2 453 heures. Les établissements ont consommé 5,8 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

Lons-le-Saunier		T2 2026	T2 2025
Embauches		**6 780**	**6 712**
Contrats signés			
dont	CDD	5 820	5 527
	CDI	960	1 185
	Evol. CDD	+5,3 %	+3,3 %
	Evol. CDI	-19,0 %	-2,7 %
Départs		**6 278**	**6 029**
Fins de CDD		4 681	4 399
	dont CDD <1 mois	87 %	85 %
Ruptures de contrat		1 597	1 630
	démissions	611	650
	lic. économiques	21	11
	fins période d'essai	321	362
	retraite	122	121
	rupture conventionnelle	143	146
	lic. non économiques	290	288
	autres	89	52

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2026

• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?

6 780 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 68 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.

• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?

Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 14 % des recrutements contre 18 % à la même période en 2025.

• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?

4 681 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 87 % duraient moins d'un mois (85 % il y a un an à la même période).

• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?

1 597 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 33 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.

Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 38 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 8 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 624	**2 094**
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
39 %	33 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
10 %	87 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 488	**1 623**
Part des seniors dans les embauches	Part des seniors dans les départs
22 %	26 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
5 %	90 %

• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?

Ils représentent 39 % des embauches et 33 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 10 % ont signé un CDI.

• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?

Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 87 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

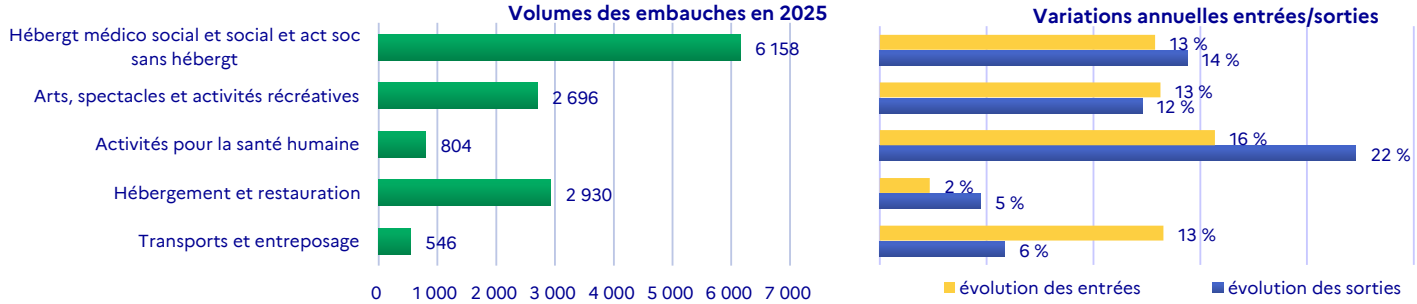
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 12,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 14,4 %.

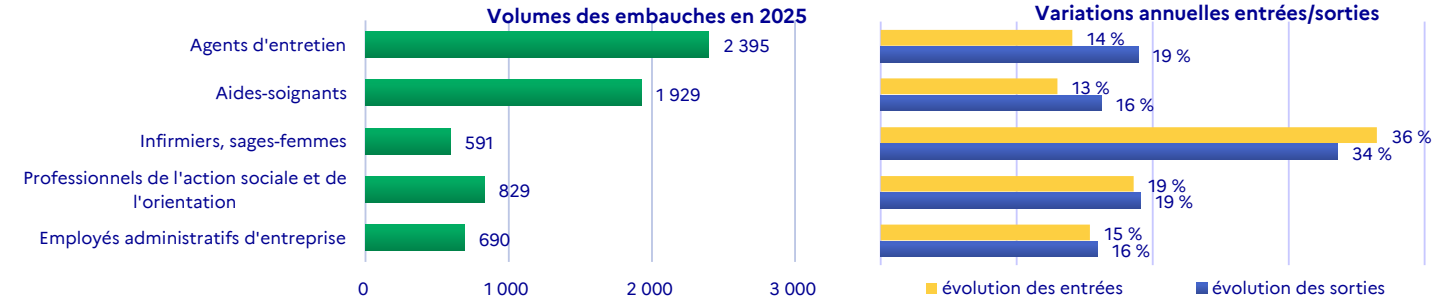


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "agents d'entretien" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 14,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 18,9 %.



PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

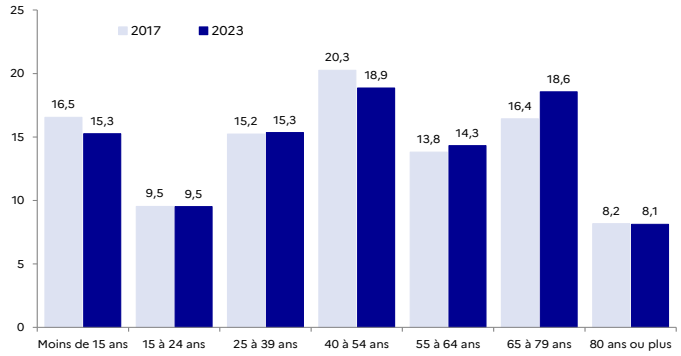
Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017 En valeur	Evol. 2023/2017 En %
Lons-le-Saunier	**104 459**	**104 048**	**-411**	**-0,4**
Jura	260 188	257 973	-2 215	-0,9
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

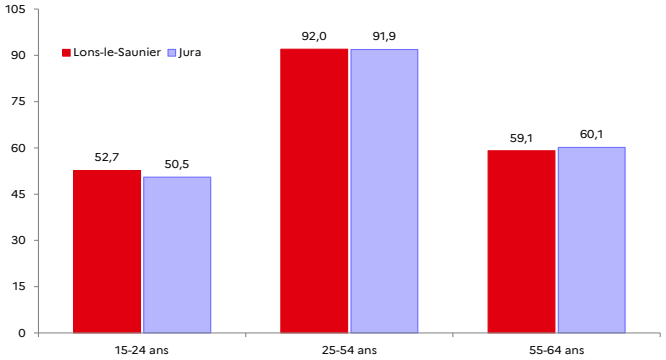
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.
Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans 2017	Actifs de 15 à 64 ans 2023	Actifs de 15 à 64 ans Evol. 2023/2017	Femmes actives de 15 à 64 ans 2017	Femmes actives de 15 à 64 ans 2023	Femmes actives de 15 à 64 ans Evol. 2023/2017	Actifs de 15 à 64 ans en emploi 2017	Actifs de 15 à 64 ans en emploi 2023	Actifs de 15 à 64 ans en emploi Evol. 2023/2017
Lons-le-Saunier	**46 486**	**46 768**	**+0,6**	**22 587**	**22 543**	**-0,2**	**41 798**	**43 044**	**+3,0**
Jura	117 413	117 607	**+0,2**	56 694	56 598	**-0,2**	104 942	107 865	**+2,8**
Région BFC	1 262 416	1 267 559	**+0,4**	609 233	610 960	**+0,3**	1 104 152	1 137 841	**+3,1**

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal. Nbre établs	Moins de 10 sal. Nbre sal.	10 à 49 sal. Nbre établs	10 à 49 sal. Nbre sal.	50 à 249 sal. Nbre établs	50 à 249 sal. Nbre sal.	250 sal. et plus Nbre établs	250 sal. et plus Nbre sal.	Total Nbre établs	Total Nbre sal.
Lons-le-Saunier	**2 519**	**7 477**	**494**	**9 994**	**69**	**6 288**	**6**	**2 189**	**3 088**	**25 947**
Jura	5 637	16 770	1 089	21 831	183	16 484	12	5 096	6 921	60 181
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

Lons-le-Saunier	Effectifs salariés 2025	Effectifs salariés 2024	Evol. (en %)	Poids du secteur 2025 (en %)	Poids du secteur 2024 (en %)
Commerce, réparation automobile	5 200	5 220	-0,4	20,0	19,9
Hébergt médico social et social et act soc sans hébergt	2 563	2 641	-3,0	9,9	10,1
Construction	2 394	2 432	-1,6	9,2	9,3
Ind. agro-alimentaires	1 670	1 695	-1,5	6,4	6,5
Transports et entreposage	1 457	1 485	-1,9	5,6	5,7
Hébergement et restauration	1 226	1 229	-0,2	4,7	4,7
Activités juridiques, comptables	1 133	1 131	+0,2	4,4	4,3
Métallurgie et fab. de produits métalliques	990	1 022	-3,1	3,8	3,9
Rép. et inst. de machines et équip.	804	823	-2,3	3,1	3,1
Prod. et distrib. d eau; assainissement, gestion des décl	708	677	+4,6	2,7	2,6
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	694	680	+2,1	2,7	2,6
Act. de serv. adm. et de soutien	692	655	+5,6	2,7	2,5
Toutes activités	**25 947**	**26 221**	**-1,0**	**100,0**	**100,0**

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

données brutes	Saint-Claude T3 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	**2 030**	**100 %**	**-1,5**
<25 ans	310	15 %	-6,1
25-49 ans	1 150	57 %	**-0,9**
50 ans et +	570	28 %	**+0,0**
Hommes	1 100	54 %	**-0,9**
Femmes	930	46 %	-2,1
Catégories ABC	**3 830**	**100 %**	**-0,5**
<25 ans	530	14 %	-1,9
25-49 ans	2 270	59 %	**+0,9**
50 ans et +	1 040	27 %	-1,9
Hommes	2 010	52 %	**+2,0**
Femmes	1 820	48 %	-3,2
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	1 670	44 %	**+1,2**
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	**180**		**+12,5**
Catégorie E	**190**		**+0,0**
Catégorie F	**350**		/
Catégorie G	**120**		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Au 3e trimestre 2026

2 030 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 1,5 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 0,5 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 14 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre baisse de 1,9 % par rapport à l'année dernière.

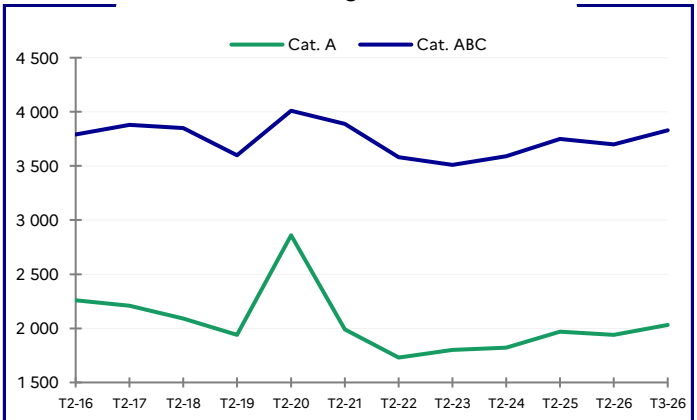
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 59 % du total. Leur nombre croît de 0,9 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 27 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 1,9 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Les DELD forment 44 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 1,2 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

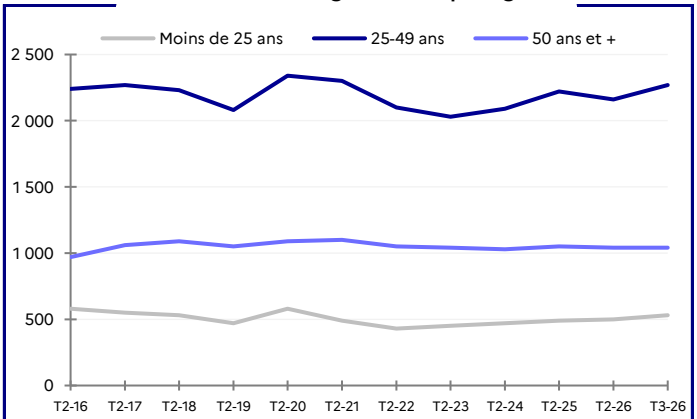
Au sein des deux catégories nouvellement créées, 350 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 120 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Inscrits en catégories ABC par âge



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Pour en savoir plus : Les inscrits à France Travail | DARES

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)
Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo, Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de l'établissement employeur

Saint-Claude	T2 2026	Cumul 2026	Evol. (en %) cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	s	n.s.
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	18	49	0,0
CEJ*	17	32	-56,8
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2026)	s	16	-34,2

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont compta s : secret statistique

Quelques définitions

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.
PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie
CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

Saint-Claude		T2 2026	T2 2025	T2 2024
Equivalent emplois à temps plein		**690**	770	780
dont	Agriculture	**0**	0	0
	Industrie	**510**	580	570
	Construction	**20**	10	20
	Commerce	**10**	20	10
	Services	**150**	160	180

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Fab. de produits en caoutchouc, plastique	270
Rép. et inst. de machines et équip.	90
Act. de serv. adm. et de soutien	90
Fab. de matériels de transport	70
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	40

Guide de lecture :

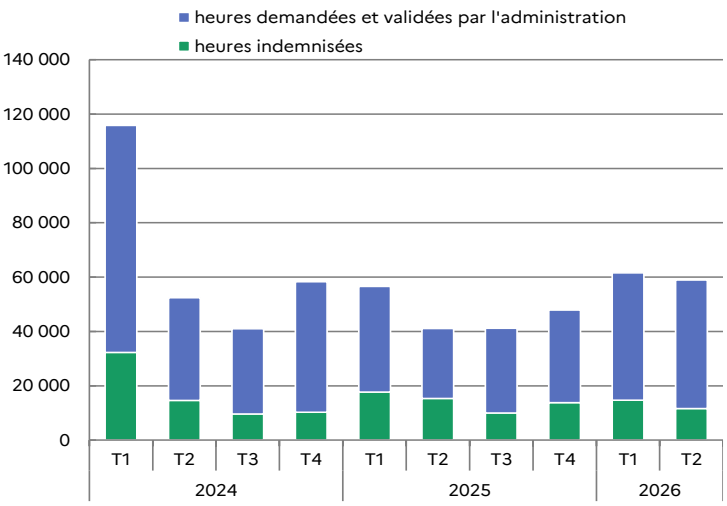
Au 2e trimestre, en moyenne :
Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 690 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 510 emplois (ETP), représentant environ 74 % du total. Ce nombre diminue de 12 % en un an. Le secteur des services suit avec 150 emplois (ETP), soit environ 22 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 6 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques (environ 270 ETP), autres industries manufacturières; réparation et installation de machines et d'équipements (environ 90 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 22/10/2026

Saint-Claude	T2 2026	T2 2025
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	**4**	7
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	**157**	157
Heures indemnisées	**11 600**	15 370
Taux de consommation	**19,7**	37,4

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2026, en moyenne par mois :
4 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 157 salariés ont été placés au chômage partiel.
Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 11 600 heures. Les établissements ont consommé 19,7 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

Saint-Claude		T2 2026	T2 2025
Embauches		**1 867**	**1 840**
Contrats signés			
dont	CDD	1 492	1 401
	CDI	375	439
	Evol. CDD	+6,5 %	+21,3 %
	Evol. CDI	-14,6 %	-4,6 %
Départs		**1 635**	**1 495**
Fins de CDD		1 050	923
	dont CDD <1 mois	78 %	76 %
Ruptures de contrat		585	572
	démissions	222	248
	lic. économiques	31	6
	fins période d'essai	111	108
	retraite	36	48
	rupture conventionnelle	57	60
	lic. non économiques	73	84
	autres	55	18

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2026

• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?

1 867 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 27 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.

• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?

Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 20 % des recrutements contre 24 % à la même période en 2025.

• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?

1 050 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 78 % duraient moins d'un mois (76 % il y a un an à la même période).

• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?

585 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 13 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.

Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 38 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 10 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
673	**500**
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
36 %	31 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
13 %	80 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
366	**385**
Part des seniors dans les embauches	Part des seniors dans les départs
20 %	24 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
8 %	83 %

• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?

Ils représentent 36 % des embauches et 31 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 13 % ont signé un CDI.

• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?

Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 80 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

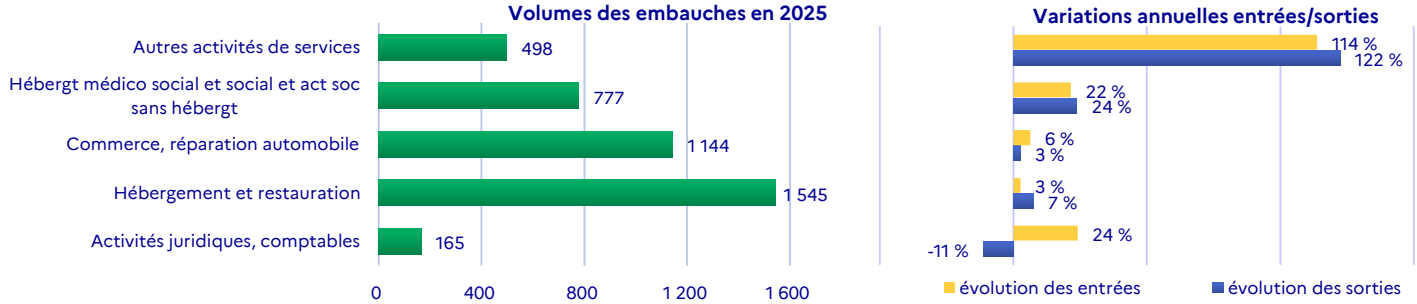
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "autres activités de services" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 113,7 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 122,4 %.

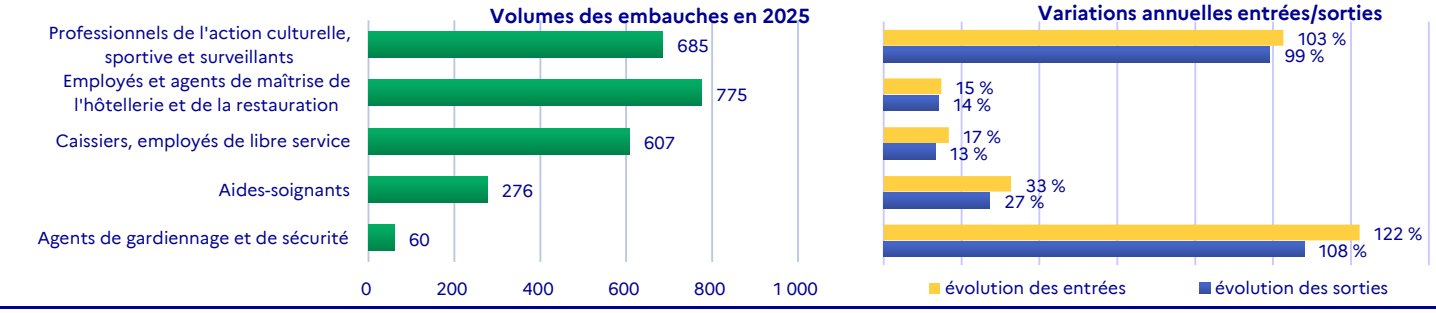


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "professionnels de l'action culturelle, sportive et surveillants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 102,7 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 99,1 %.



PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités

Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

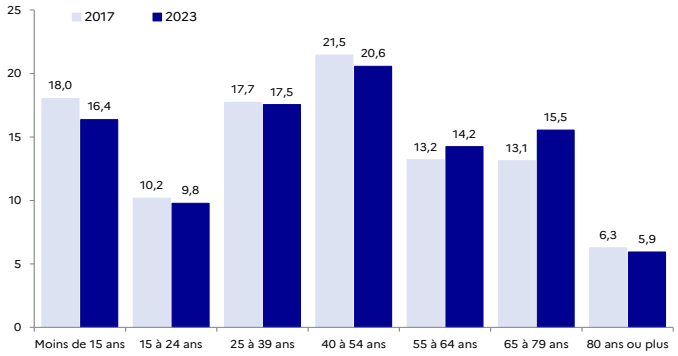
Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017 En valeur	Evol. 2023/2017 En %
Saint-Claude	**49 390**	**48 053**	**-1 337**	**-2,7**
Jura	260 188	257 973	-2 215	-0,9
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

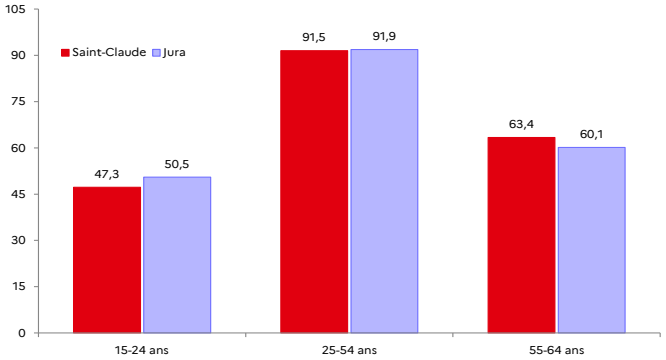
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.
Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans 2017	Actifs de 15 à 64 ans 2023	Actifs de 15 à 64 ans Evol. 2023/2017	Femmes actives de 15 à 64 ans 2017	Femmes actives de 15 à 64 ans 2023	Femmes actives de 15 à 64 ans Evol. 2023/2017	Actifs de 15 à 64 ans en emploi 2017	Actifs de 15 à 64 ans en emploi 2023	Actifs de 15 à 64 ans en emploi Evol. 2023/2017
Saint-Claude	**24 021**	**23 323**	**-2,9**	**11 363**	**10 917**	**-3,9**	**21 211**	**21 213**	**+0,0**
Jura	117 413	117 607	**+0,2**	56 694	56 598	**-0,2**	104 942	107 865	**+2,8**
Région BFC	1 262 416	1 267 559	**+0,4**	609 233	610 960	**+0,3**	1 104 152	1 137 841	**+3,1**

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal. Nbre établs	Moins de 10 sal. Nbre sal.	10 à 49 sal. Nbre établs	10 à 49 sal. Nbre sal.	50 à 249 sal. Nbre établs	50 à 249 sal. Nbre sal.	250 sal. et plus Nbre établs	250 sal. et plus Nbre sal.	Total Nbre établs	Total Nbre sal.
Saint-Claude	**945**	**2 847**	**172**	**3 527**	**39**	**3 674**	**0**	**0**	**1 156**	**10 048**
Jura	5 637	16 770	1 089	21 831	183	16 484	12	5 096	6 921	60 181
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

Saint-Claude	Effectifs salariés 2025	Effectifs salariés 2024	Evol. (en %)	Poids du secteur 2025 (en %)	Poids du secteur 2024 (en %)
Commerce, réparation automobile	1 368	1 357	+0,8	13,6	13,4
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	1 359	1 370	-0,8	13,5	13,5
Rép. et inst. de machines et équip.	1 157	1 269	-8,8	11,5	12,5
Métallurgie et fab. de produits métalliques	850	839	+1,3	8,5	8,3
Construction	647	661	-2,1	6,4	6,5
Hébergement et restauration	644	669	-3,7	6,4	6,6
Transports et entreposage	566	548	+3,3	5,6	5,4
Activités juridiques, comptables	518	516	+0,4	5,2	5,1
Hébergt médico social et social et act soc sans hébergt	488	462	+5,6	4,9	4,6
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	352	364	-3,3	3,5	3,6
Intérim	292	272	+7,3	2,9	2,7
Fab. de matériels de transport	202	226	-10,6	2,0	2,2
Toutes activités	**10 048**	**10 149**	**-1,0**	**100,0**	**100,0**

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi
du travail et des solidarités

Principaux indicateurs

CLPE du Jura

	Dole	Lons-le-Saunier	Saint-Claude	Jura	BFC
Inscrits à France Travail au 3ème Trim. 2026 (en données brutes)					
Catégorie A	**3 600**	**3 010**	**2 030**	**8 650**	**112 259**
Evol. annuelle (en %)	+3,4	-0,7	-1,5	+0,8	+1,7
Catégories ABC	**7 140**	**6 230**	**3 830**	**17 210**	**209 316**
Evol. annuelle (en %)	+1,6	-1,1	-0,5	+0,2	+1,1
Inscrits depuis 1 an ou plus	3 210	2 640	1 670	7 520	98 059
Catégorie D	350	290	180	830	10 458
Catégorie E	350	410	190	950	13 139
Catégorie F	1 080	890	350	2 320	25 166
Catégorie G	370	310	120	800	10 888
Entrées dans les dispositifs au 2ème Trim. 2026					
PEC	9	s	s	10	12
Cumul 2026	16	9	s	25	95
PACEA	58	69	18	145	2 506
Cumul 2026	127	152	49	328	5 948
CEJ*	33	28	17	78	1 627
Cumul 2026	81	106	32	219	3 683
Apprentissage (secteur privé)	42	s	s	76	976
Cumul 2026	89	85	16	190	2 338
Recours à l'intérim au 2ème Trim. 2026					
Equivalent emplois à temps plein	1 200	1 130	690	3 020	32 310
Evol. (en %) sur 1 an	-7,0	-3,4	-10,4	-6,5	-1,2
Recours à l'activité partielle au 2ème Trim. 2026					
Heures indemnisées	2 387	2 453	11 600	16 440	174 155
Evol. (en nbre) sur 1 an	-5 594	-9 200	-3 769	-18 563	-89 378
Embauches et départs au 2ème Trim. 2026					
Embauches	6 398	6 780	1 867	15 045	197 028
Evol. (en %) sur 1 an	-0,9	+1,0	+1,5	+0,3	+4,2
Départs	6 452	6 278	1 635	14 365	196 621
Evol. (en %) sur 1 an	+4,8	+4,1	+9,4	+5,0	+7,2
Démographie - Population active (RP 2023)					
Population totale	105 872	104 048	48 053	257 973	2 802 670
Evol. 2023/2017	-0,4	-0,4	-2,7	-0,9	-0,3
Actifs de 15 à 64 ans	47 516	46 768	23 323	117 607	1 267 559
Evol. 2023/2017	+1,3	+0,6	-2,9	+0,2	+0,4
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	43 608	43 044	21 213	107 865	1 137 841
Evol. 2023/2017	+4,0	+3,0	+0,0	+2,8	+3,1
Structure de l'emploi salarié total fin 2024					
Source : Insee-Flores					
Nombre de salariés	33 610	38 706	13 026	85 342	968 122
Part (en %) dans :					
Agriculture	**2,1**	**2,3**	**0,7**	**2,0**	**2,0**
Secteur public	**23,6**	**27,0**	**22,0**	**24,9**	**25,6**
Secteur privé (hors agriculture) :	**74,4**	**70,7**	**77,3**	**73,1**	**72,4**
Industrie	20,7	19,4	34,1	8,7	17,4
Construction	7,2	6,2	4,9	6,4	5,5
Commerce	15,6	13,5	10,7	13,9	13,3
Services marchands	20,8	20,4	20,9	34,2	24,8
Services non marchands	10,1	11,1	6,8	10,1	11,3

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.